



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## Conflits de mémoire(s) en Espagne : la fin de la politique d'amnistie / d'amnésie ?

**Frédéric Crahay**  
Mémoire d'Auschwitz ASBL

*Novembre 2018*

*Depuis que le Parlement espagnol a approuvé en août dernier le projet de déplacer les restes du dictateur Francisco Franco y Bahamontes de la Valle de los Caídos ou la « vallée de ceux qui sont tombés », ce lieu sinistre connaît une recrudescence de visites d'extrémistes de droite qui viennent y saluer le leader fasciste avec le salut « ad hoc ». En 2018, le « Caudillo » a apparemment encore beaucoup d'admirateurs. Par ailleurs, le déplacement de la tombe de Franco devrait devenir le symbole du changement politique en Espagne.*



Dans un article<sup>1</sup>, le journaliste belge Sven Tuytens – spécialiste de la société espagnole contemporaine, ainsi que de la guerre d'Espagne de 1936-1939 – recadre la problématique dans l'actualité espagnole de l'été 2018. En décembre 2017, Pedro Sánchez, alors candidat Premier ministre espagnol, a promis de réformer la loi sur la mémoire historique (*Ley de*

---

<sup>1</sup> Sven Tuytens, *De dictator moet weg uit het grootste massagraf van Spanje*. Voir : <http://www.dewereldmorgen.be/artikel/2018/06/22/de-dictator-moet-weg-uit-het-grootste-massagraf-van-spanje>, consulté le 7 novembre 2018.

*Memoria Histórica*) s'il était élu. Il l'a fait depuis le cimetière de Paterna, près de Valence, où quelque 2 300 personnes ont été exécutées et enterrées sous le régime du dictateur Franco. Quelques mois plus tard, Sánchez fut élu et eut désormais l'occasion, en tant que Premier ministre en fonction, de prouver qu'il pouvait joindre les actes à la parole. L'une des mesures les plus importantes que le nouveau gouvernement socialiste a l'intention de prendre est d'enlever les restes du dictateur Francisco Franco de son mausolée dans la *Valle de los Caídos*. Selon Tuytens, il est important pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de réfuter les critiques de ceux qui lui reprochent de se souvenir davantage de la mémoire historique lorsqu'il est dans l'opposition que lorsqu'il est au pouvoir. Craignant une forte réaction de la part de l'Espagne conservatrice, les socialistes espagnols avaient jusqu'à présent toujours évité de « toucher » au sombre monument.

La *Valle de los Caídos* est située au nord de la capitale espagnole Madrid et se compose d'une gigantesque basilique taillée dans la roche et d'un monastère bénédictin. À cette fin, quelque 200 000 tonnes de granit ont été taillées ou explosées à la dynamite. La formation rocheuse présente un crucifix de 150 mètres de haut, visible de loin. La construction date des années 1940 et 1950 et est l'œuvre de soldats républicains emprisonnés. En y travaillant, ils ont pu réduire leurs peines, il s'agissait en fait d'une forme d'esclavage. Dans toute l'Espagne, les prisonniers politiques étaient utilisés comme main-d'œuvre gratuite. Le monument était originellement destiné à rendre hommage aux victimes de la guerre civile entre la gauche et la droite (1936-1939) remportée par les fascistes avec l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie. Parmi les victimes enterrées se trouvent des soldats de Franco et des soldats qui se sont battus pour la République démocratiquement élue. Le monument a été inauguré par Franco lui-même en 1959.

Déjà, en mai de l'année dernière, le Parlement espagnol votait une résolution visant à déplacer les restes de Franco. Mais le gouvernement du Premier ministre d'alors, Mariano Rajoy, avait bloqué l'initiative. Son *Partido Popular* est l'héritier politique d'*Alianza Popular*, qui à son tour a hérité des idées du national-catholicisme. Le Premier ministre actuel, Pedro Sánchez, veut faire de la *Valle de los Caídos* un lieu de réconciliation. Et cela ne peut se faire qu'en déplaçant d'abord les restes du dictateur. Ce n'est qu'alors que le monument pourra devenir plus neutre et servir de lieu de mémoire pour *toutes* les victimes de la guerre civile.

Officiellement, le monstre de granit où reposent 27 000 combattants franquistes ainsi que 10 000 opposants républicains serait le plus grand charnier d'Espagne. 12 410 sont des inconnus provenant de toute l'Espagne. En réalité, cependant, le lieu de mémoire est devenu un but de pèlerinage pour les fascistes. Les membres de la famille de soldats républicains tombés au champ d'honneur qui, pendant des années, ont cru que les restes de leurs proches reposaient dans un cimetière ou étaient enterrés dans une fosse commune sont réticents à l'idée d'aller visiter la dernière demeure de leurs proches située dans un monument fasciste.

Tuytens le confirme : après tant d'années, l'Espagne semble encore déchirée par les lignes de faille de la guerre civile (1936-1939). Cette guerre était un prologue à la Seconde Guerre mondiale et a commencé par une rébellion de soldats de droite contre le gouvernement républicain de l'Espagne en 1936. La République ne pouvait compter que sur des armes soviétiques. Et malgré les efforts de milliers de volontaires du monde entier qui ont combattu dans les Brigades internationales, les républicains ne furent pas à la hauteur des insurgés qui reçurent le soutien militaire des troupes allemandes et italiennes (surtout de l'armée de l'air). En 1939, la République s'effondre et Franco prend le pouvoir jusqu'à sa mort en 1975. Le fascisme espagnol n'a en réalité jamais été vaincu.

Aujourd'hui, l'enlèvement de la dépouille de Franco est considéré par beaucoup d'Espagnols comme une initiative anti-espagnole. Avec la question catalane et la saga politicojuridique de Carles Puigdemont, l'expression des sentiments nationalistes espagnols bat son plein. Dans la foulée, le passé fasciste et sa symbolique semblent se trouver revigorés. La famille de l'ancien dictateur ainsi que la Fondation Francisco Franco qui défend la mémoire du dictateur s'opposent à l'intention du gouvernement. Selon eux, les choses doivent rester telles qu'elles sont. La famille de Franco n'a d'abord pas voulu d'un déménagement, mais elle a ensuite fait une proposition. Elle donna son autorisation pour la réinhumation, à condition que Franco ait un nouveau lieu de repos dans la cathédrale de l'Almudena à Madrid, juste à côté du Palais Royal. Le nouveau site de pèlerinage d'extrême droite serait situé au cœur touristique de Madrid. Les héritiers du dictateur ont également exigé que Franco soit enterré à nouveau lors d'une cérémonie militaire, chose à laquelle il devrait avoir droit en sa qualité de général, estiment-ils. En attendant, les sept petits-enfants veulent épuiser tous les moyens légaux pour arrêter l'excavation. De plus, l'Église doit exprimer son opinion sur cette question, car l'État espagnol n'a pas compétence pour le site de la *Valle de los Caídos*<sup>2</sup>.

Tout tourne donc autour de la tombe de Francisco Franco, qui occupe actuellement le point central de la basilique de la *Valle de los Caídos*. Le monument peut être considéré comme un rappel de la victoire du dictateur et de son catholicisme national. Les proches des victimes républicaines veulent que leurs proches soient déterrés et enterrés ailleurs, plus près de chez eux. Car, pour eux, honorer les victimes de la Vallée des morts équivaut plus ou moins à rendre hommage à Franco. L'avenir nous dira s'il s'agit d'un grand coup de bluff de la part de Sanchez ou si le travail mémoriel en Espagne a véritablement évolué.

---

<sup>2</sup> Le terrain appartient à l'Église catholique d'Espagne.

Plus de 40 ans après sa mort, la dépouille de Franco cristallise toujours le débat. La guerre civile s'enflamme à nouveau, verbalement cette fois. La gauche est accusée par la droite de faire de l'«enfrentismo» – politique de confrontation – et du «guerracivilismo», un néologisme qui pourrait se traduire par «guerrecivilisme». La vice-Première ministre Carmen Calvo, qui a même été envoyée à Rome pour solliciter une médiation papale, trouve anormal que dans une démocratie, un dictateur soit honoré dans un tel monument. Dès 1912, Antonio Machado fait référence dans le poème *Españolito* aux «deux Espagnes»<sup>3</sup> qui s'affrontent inexorablement. Il est peu vraisemblable que l'excavation du cadavre du dictateur réconciliera ces deux Espagnes. Le nouveau gouvernement souhaite, à juste titre, une reconnaissance posthume des victimes de la guerre civile et de la dictature. Il souhaite aussi éviter que le dictateur et autres franquistes soient encore honorés à travers des monuments publics et des noms de rues<sup>4</sup>. La droite, en revanche, met en garde contre les réouvertures de vieilles blessures et contre un potentiel abus politique de la mémoire historique. L'oubli est injuste pour les victimes et leurs héritiers, mais le souvenir peut perpétuer et alimenter les anciens conflits.



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*

<sup>3</sup> Voir en anglais : [https://en.wikipedia.org/wiki/The\\_two\\_Spains](https://en.wikipedia.org/wiki/The_two_Spains), consulté le 9 novembre 2018.

<sup>4</sup> Une polémique quant aux noms de rues a également eu lieu en Flandre où plusieurs rues portent encore le nom de Cyriel Verschaeve. Voir : [https://www.rtb.be/info/medias/detail\\_une-rue-portant-le-nom-d-un-pretre-collaborateur-rebaptisee-anne-frank-a-lanaken?id=9748202](https://www.rtb.be/info/medias/detail_une-rue-portant-le-nom-d-un-pretre-collaborateur-rebaptisee-anne-frank-a-lanaken?id=9748202), consulté le 8 novembre 2018.